



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 7 juillet 2009

CONTENU

Politique commerciale américaine

Obama et la loi sur les changements climatiques.....	1
Il pleut des pneus : l'ITC propose un remède commercial.....	3

Relations commerciales

L'ATPDEA prolongée pour l'Équateur, mais pas pour la Bolivie.....	4
Ron Kirk et la conclusion du Cycle de Doha.....	5

Études économiques et articles connexes.....	6
--	---

Politique commerciale

Obama et la loi sur les changements climatiques

Cette semaine, le Président des États-Unis, Barack Obama, s'est opposé aux dispositions sur les frontières dans le projet de loi *American Clean Energy and Security Act* voté à 219 voix contre 212 à la chambre basse du Congrès le 26 juin dernier. Le Sénat ne s'est pas encore prononcé sur la question). Cette opposition du Président en a déconcerté plus d'un, compte tenu du fait que plusieurs hauts fonctionnaires de la Maison Blanche ont contribué à la formulation des dispositions sur le commerce dans la législation en question. Les dispositions auxquelles le Président s'oppose pourraient, entre autres, restreindre l'autorité présidentielle sur la fluidité du commerce transfrontalier d'ici 2020.

D'où l'importance, selon Obama, d'un Traité international parallèle au projet de loi sur les changements climatiques qui puisse prendre en considération les facteurs de compétitivité économique. À cet égard, Obama fait référence à la grande conférence des Nations unies qui aura lieu à Copenhague (Danemark) en décembre 2009. La déclaration d'Obama en a surpris et déçu plusieurs, bien que d'autres semblent trouver cela tout à fait normal, car l'Administration a toujours fait valoir l'importance d'une « flexibilité maximale » en ce qui a trait à la question des changements climatiques.

Par ailleurs, des rumeurs circulent dans les coulisses de la Maison Blanche que l'industrie américaine de l'acier chercherait à inclure les mesures *Buy American* dans

« Il va y avoir une série de négociations sur la question du changement climatique et je veux faire en sorte qu'elles aient lieu dans un contexte de délibérations internationales. » En pleine récession mondiale, les États-Unis devaient faire très attention de ne pas envoyer de signaux protectionnistes à outrance. »

Barack Obama, entrevue à la Maison Blanche, 28 juin 2009



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 7 juillet 2009

la législation sur les changements climatiques. Cela expliquerait donc l'opposition de l'Administration Obama car, depuis plusieurs mois, la controverse entourant la clause *Buy American* du plan de relance économique adopté par le Congrès n'a fait que refroidir les relations commerciales américaines, notamment avec le Canada et l'Union européenne (voir les chroniques du 10 mars et du 8 juin 2009).

Plus concrètement, les dispositions sur les frontières contenues dans le *American Clean Energy and Security Act* obligeront les importateurs américains à acheter des permis d'émission de carbone pour toute marchandise en provenance d'États non engagés dans la lutte contre les changements climatiques. Les importations peuvent également être exemptées de cette mesure si l'État exportateur : (1) adhère au Traité international sur les changements climatiques; (2) réduit plus rigoureusement ses émissions de gaz à effet de serre que les États-Unis; (3) signe des accords « sectoriels » avec les États-Unis sur les changements climatiques; (4) émet moins de gaz à effet de serre que les États-Unis dans un secteur précis.

Barack Obama a déclaré que son Administration devra analyser scrupuleusement si l'imposition de ces mesures est vraiment nécessaire, compte tenu de « toutes les autres choses qui ont été mises en œuvre et négociées en ce qui concerne les industries intensives en énergie. » Obama a également déclaré qu'en tant que Président, il lui manquait un veto pouvant annuler certaines dispositions (*line-item veto*), mais qu'il évaluerait l'efficacité de la législation avant de la signer. Par ailleurs, Obama a déclaré qu'il craignait que le Congrès se retrouve « asphyxié » par la juxtaposition de la législation sur les changements climatiques avec celles de la réforme sur la santé et sur la régulation financière. La pression à entériner au plus vite ces législations ne peut que nuire au processus législatif.

Enfin, le vice-président du bureau sur l'énergie et l'environnement de la *American Iron and Steel Institute*, Larry Kavanaugh, a déclaré que les mesures sur les frontières étaient un de leurs principaux objectifs et qu'il espérait que le Président Obama change sa position une fois qu'il en saura plus sur l'enjeu, car « réduire simplement les coûts des permis pour émettre du gaz carbonique ne permet pas de pallier les coûts que la législation infligera à l'industrie lourde américaine. »

Sources : Editorial, « House Passage Secured, Obama Knocks Climate Border Measures », *Inside US Trade*, Vol. 27, No. 26 - July 3, 2009, p. 4-5. Editorial, « Interview with President Obama on Climate Bill (Transcript) », *New York Times*, June 28, 2009. [En ligne]: <http://www.nytimes.com/2009/06/29/us/politics/29climate-text.html?pagewanted=all>.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 7 juillet 2009

Il pleut des pneus : l'ITC propose un remède commercial

La Commission internationale sur le commerce (ITC) a jugé que l'industrie américaine des pneus souffrait d'une « rupture de marché » et a recommandé l'imposition de trois ans de tarifs sur les importations de pneus chinois. Une fois autorisés par le Président Obama, les tarifs commenceraient à un taux *ad valorem* de 55 % pour la première année et seraient ensuite réduits à 45 % pour la deuxième et 35 % pour

« Sous la section 421 du *Trade Act of 1974*, la Commission détermine si l'importation massive d'un produit quelconque en provenance de la Chine menace la compétitivité des producteurs américains et l'intégrité du marché national pour ce produit. La Commission peut, le cas échéant, proposer au Président des remèdes pour pallier la situation. » *Section 421, Trade Act of 1974 (China Safeguard Investigations)*.

la troisième année. Cette recommandation de l'ITC survient suite à une pétition de la *United Steelworkers (USW)* sous la section 421 de la loi américaine *Trade Act of 1974* sensée protéger le marché national américain contre les stratégies d'ordre économique de certains États comme le *dumping*, qui consiste à vendre un produit dans un pays étranger en deçà du prix du marché du pays d'origine pour extirper leurs compétiteurs dans un domaine précis. Les commissaires qui ont déterminé que l'importation de pneus chinois menaçait l'intégrité du marché américain des pneus sont : Shara Aranoff (présidente de l'ITC), Charlotte Lane, Irving Williamson et Dean

Pinkert. Cependant, leur décision de proposer des tarifs comme remède commercial afin de pallier l'asymétrie entre la Chine et les États-Unis ne fut pas soutenue par tous les commissaires de l'ITC. En effet, la vice-présidente de la Commission, Deanna Tanner Okun et le commissaire Dan Pearson étaient plutôt en faveur d'une aide à l'ajustement commercial pour les travailleurs de l'industrie américaine des pneus comme dans le cadre des Programmes d'aide à l'ajustement commercial (PAAC).

L'USW a très bien réagi à l'annonce du remède proposée, même si ses membres auraient préféré l'imposition de « quotas protecteurs » sur l'importation de pneus chinois. Leo W. Gerard, président de l'USW, a qualifié la recommandation de cette solution de « grande victoire » et a déclaré que l'USW « croit que les tarifs devraient remédier à la rupture de marché causée par les importations de pneus chinois qui ont heurté gravement l'industrie nationale. » En ce qui concerne la mise en œuvre de la recommandation de l'ITC, le Représentant américain pour le commerce (USTR), Ron Kirk, devrait se prononcer sur la question en septembre 2009 et faire part de son opinion au Président Obama, qui prendra la décision finale.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 7 juillet 2009

Sources : USTR, *Trade Remedy Investigations: Understanding Safeguard Investigations, Section 201, Trade Act of 1974 (Global Safeguard Investigations), Import Relief for Domestic Industries*. [En ligne]: http://www.usitc.gov/trade_remedy/trao/us201.htm. Editorial, « ITC Backs Use of Tariffs Rather Than Quotas in Section 421 Decision », *Inside US Trade*, Vol. 27, No. 26 - July 3, 2009, p. 18.

Relations commerciales

L'ATPDEA prolongée pour l'Équateur, mais pas pour la Bolivie

Dans un rapport au Congrès datant du 30 juin dernier, le Président Obama a décidé de prolonger les bénéfices commerciaux de l'Équateur sous le *Andean Trade Promotion and Drug Eradication Act (ATPDEA)*, et ce, en dépit de quelques discordes entourant les politiques d'investissement. Cependant, Obama n'a pas restitué les bénéfices de la Bolivie sous le même programme en raison du manque continu de coopération en matière de lutte contre le narcotrafic. Déjà, le 15 septembre 2008, George W. Bush avait décidé que la Bolivie avait perdu son éligibilité au ATPDEA après avoir : (1) encouragé et facilité la production de coca; (2) échoué à prendre les moyens nécessaires pour contrer le blanchiment d'argent provenant du trafic de la drogue; et (3) expulsé des représentants américains impliqués dans la lutte anti-narcotique dans les zones de production de coca.

Par ailleurs, le document indique que l'Administration Obama encadrerait les politiques d'investissement de l'Équateur afin d'assurer que les obligations sous le Traité bilatéral sur l'investissement (BIT) États-Unis/Équateur soient respectées. Tout signataire d'un BIT avec les États-Unis se doit de veiller à ce que les investisseurs américains reçoivent un traitement juste et équitable vis-à-vis d'autres investisseurs étrangers et doit les protéger contre des expropriations qui ne respectent pas les standards internationaux. Le rapport fait suite à une campagne de lobbying de la part de plusieurs groupes industriels américains voulant que les États-Unis avertissent le gouvernement équatorien que sa façon de gérer les enjeux liés à l'investissement pourrait lui coûter une suspension des bénéfices commerciaux sous l'ATPDEA. À cet égard, le rapport mentionne deux cas au centre de la campagne des lobbyistes américains : (1) la poursuite judiciaire contre la pétrolière Chevron pour avoir pollué la forêt amazonienne ainsi que (2) l'expropriation de la Occidental Petroleum Corporation en 2006. En ce qui concerne l'affaire Chevron, les avocats de l'entreprise accusent le gouvernement équatorien d'ingérence dans les procédures judiciaires. En effet, les déclarations de la part de hauts placés de l'entourage présidentiel suggèrent que le gouvernement équatorien tente de politiser l'enjeu en question.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 7 juillet 2009

Sources : U.S. Chamber of Commerce, « U.S. Chamber Welcomes Review of Trade Preferences », *Press Release*, July 1, 2009. [En ligne]: http://www.uschamber.com/press/releases/2009/july/090701_trade.htm. Brian Scheid, Obama Retains Ecuador ATPDEA Benefits; Bolivia Remains Excluded », », *Inside US Trade*, Vol. 27, No. 26 - July 3, 2009, p. 16.

Ron Kirk sur la conclusion du Cycle de Doha

Le Représentant américain pour le commerce (USTR), Ron Kirk, était à Paris le 25 juin dernier et a demandé à ce que tous les États optent pour une approche bilatérale en vue de faire avancer les négociations du Cycle de Doha, qui stagnent depuis plusieurs mois. Lors d'un discours à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Kirk a déclaré que les États-Unis désiraient que les négociations se tiennent sur une base bilatérale pour clarifier la question de l'accessibilité au marché et « d'en finir sur de bons termes » avec le Cycle de Doha. Kirk a tenu à rappeler que, dans son rapport du 22 juin dernier, la Banque mondiale avait prédit une baisse de 4,2 % du PIB des pays membres de l'OCDE et que, dans un climat de récession économique mondiale, la conclusion de Doha était dans l'intérêt de tous et que chacun devait s'engager à trouver une solution « équilibrée et ambitieuse » à la stagnation des négociations en trouvant de nouvelles approches (en l'occurrence, celle des États-Unis) pour conclure avec succès le Cycle.

Par ailleurs, selon Kirk, en plus d'offrir une solution rapide et efficace pour raviver le commerce en tant que vecteur de croissance, l'approche bilatérale permettra aux États-Unis de négocier directement avec la Chine et l'Inde sur des enjeux très importants comme le commerce agricole et les biens manufacturés. Ceci dit, cela nécessitera une clarification des objectifs américains dans ces secteurs avant que de telles négociations puissent porter fruit.

Source : USTR, « Remarks by United States Trade Representative Ron Kirk at the OECD Ministerial Council Meeting Session », *USTR News*, June 25, 2009. [En ligne]: <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/speeches/transcripts/2009/june/remarks-united-states-trade-representative-ron->

Études économiques et articles connexes

The World Bank. *Global Development Finance Charting a Global Recovery. I: Review, Analysis, and Outlook*. Washington DC: The International Bank for Reconstruction and Development / The World Bank, 2009, 167p.

[En ligne]:

http://siteresources.worldbank.org/INTGDF2009/Resources/gdf_combined_web.pdf



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 7 juillet 2009

Nicholas R. Lardy. *Is China's Stimulus Program Protectionist?*. Washington DC: Peterson Institute for International Economics, Transcript from Peterson Perspectives: Interviews on Current Issues, June 25, 2009.

[En ligne]: <http://www.iie.com/publications/papers/pp20090625lardy.pdf>

Gary Clyde Hufbauer. *Climate Change Legislation: Tax Aspects*. Washington DC: Peterson Institute for International Economics, Testimony before the US Senate Committee on Finance, June 16, 2009.

[En ligne]: <http://www.iie.com/publications/papers/paper.cfm?ResearchID=1237>

Edwin M. Truman. *The Global Financial Crisis: Lessons Learned and Challenges for Developing Countries*. Washington DC: Peterson Institute for International Economics, Remarks at the Eighteenth Cycle of Economics Lectures, Banco de Guatemala, June 16, 2009.

[En ligne]: <http://www.iie.com/publications/papers/paper.cfm?ResearchID=1240>

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et Rédaction : Guillaume Mascotto

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - ceim@uqam.ca

